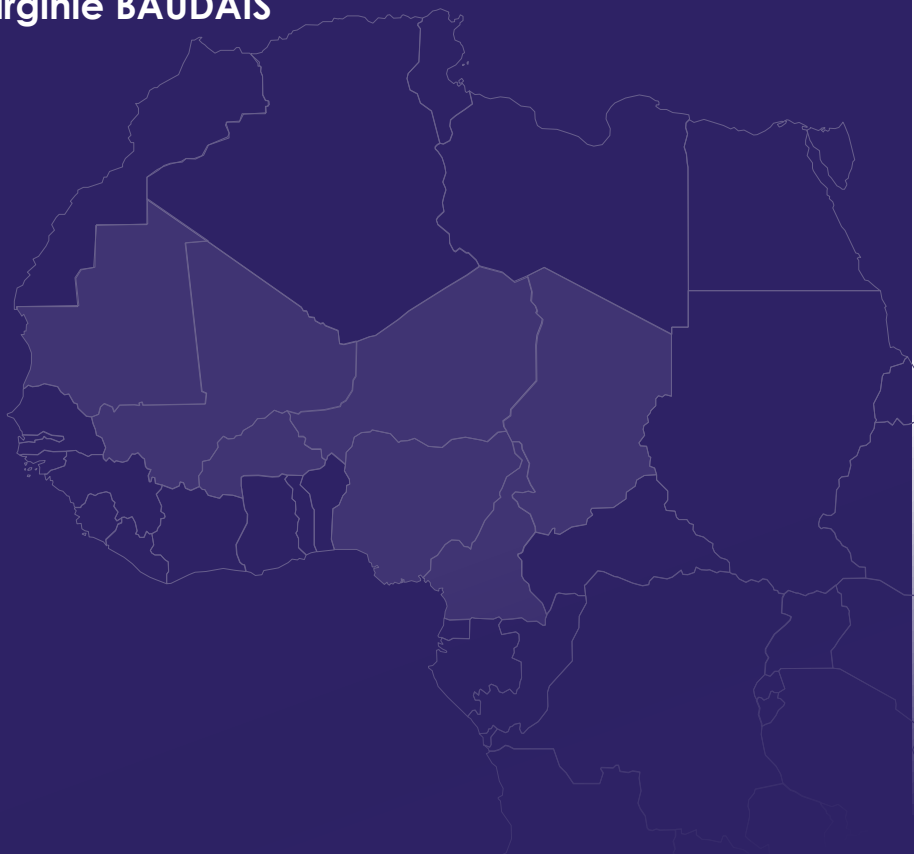


Quelles approches pour les relations France-Afrique qui se dégradent ?

18 novembre 2024

Public

Virginie BAUDAIS



Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions de l'AFD, de ses partenaires ou financeurs.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

Virginie BAUDAIS (18 Novembre 2024), Quelles sont les approches pour les relations France-Afrique, Plateforme d'Analyse du Suivi et d'Apprentissage au Sahel, Production Pasas.

<https://pasas-minka.fr>

[Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad]

[Françafrique, Décolonisation, Diplomatie, Sécurité, Coopération, Gouvernance]

SOMMAIRE

1 - LES RELATIONS FRANCE-AFRIQUE : POUR UNE (REELLE) TRANSFORMATION DES PRATIQUES.....	5
1.1 - Rompre avec une diplomatie à géométrie variable	6
1.2 - Rompre avec l'approche sécuritaire.....	8
2 - POUR UNE APPROCHE DECOLONIALE DES RELATIONS FRANCE-AFRIQUE : UNE RUPTURE NECESSAIRE.....	12
2.1 - Assumer les changements de stratégies et les réformes.....	12
2.2 - Pour une approche décoloniale et la fin d'une vision européocentrée des relations avec l'Afrique	14
3 - RECOMMANDATIONS : CHANGER LES DISCOURS ET TRANSFORMER LES PRATIQUES.....	17

Depuis 2020, les relations France-Afrique ont fait couler beaucoup d'encre, déchaîné les passions et les haines, soulevé des populations contre la politique de la France sur le continent africain et entraîné des ruptures diplomatiques majeures. Les relations entre la France et les pays du Sahel central – Burkina Faso, Mali et Niger - ont été particulièrement tendues ces dernières années mais les tensions ont également touché des pays comme l'Algérie, le Maroc, le Rwanda ou la République Démocratique du Congo (RDC).

Les relations entre la France et l'Afrique sont liées à son passé sur le continent, un passé colonial. Tous les pays de ce continent ont subi, à un moment ou à un autre et pour des périodes plus ou moins longues, le joug colonial européen à l'exception de l'Éthiopie. Le passé colonial est un « passé qui ne passe pas »¹ et qui continue de nuire à l'établissement de partenariats équilibrés.

Les relations entre la France et l'Afrique ont longtemps été qualifiées par l'expression de "Françafrique", qui date de 1945 et qui reflète l'imbrication des relations entre la France et un continent, entre un pays ex-colonisateur et ses anciennes colonies. Cette idée de communauté a longtemps été symbolisée par Jacques Foccart le "monsieur Afrique" du Général de Gaulle², l'instauration du franc CFA ou encore l'installation de bases militaires françaises mais aussi par la corruption, des scandales de « biens mal acquis », de financements de partis politiques en France, de renversements de présidents et autres manipulations électorales au gré des intérêts français.³

La France a ainsi construit pendant des décennies une politique africaine sur des relations « privilégiées » avec ses anciennes colonies. Cela allait cependant avec une forme de paternalisme et d'arrogance, qui ne sont plus acceptés aujourd'hui et qui imposent de refonder les liens entre l'Afrique et la France sur des bases équitables et décolonialisées.⁴

Rompre avec la "Françafrique" est une antienne reprise par nombre de présidents français, y compris Emmanuel Macron. En novembre 2017, soit six mois après son élection, E. Macron affirmait que la politique africaine de la France n'existait plus et annonçait un "changement de méthode" et remplaçait le terme de politique africaine par celui de « stratégie africaine ».⁵ Mais de cette constante volonté de réforme, les changements effectifs sont peu probants.

Des interventions militaires en Côte d'Ivoire au renversement de Kadhafi ayant contribué à la déstabilisation durable de la région sahélienne, en passant par l'influence française à Kidal, le soutien au président Déby et la « convocation » à Pau, les politiques migratoires, les tensions avec le Rwanda, l'Algérie et le Maroc... nombreux sont les actes qui ont conduit à cette dégradation des relations entre la France et l'Afrique, dégradation qui s'est accélérée et aggravée depuis 2020.

¹ Conan, E., Rousso, H., Vichy, un passé qui ne passe pas, Paris, Fayard, 1994.

² Jeune Afrique, Françafrique: Jacques Foccart, le prince des ténèbres, 15 septembre 2017.

³ Verschave F-X., La Françafrique, Paris, Stock, 1998.

⁴ Mignolo, W.A. 2021. Parce que la colonialité est partout, la décolonialité est inévitable. Multitudes 2021(3), 84, 57-67.

⁵ <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/11/28/discours-demmanuel-macron-a-luniversite-de-ouagadougou>

Les troupes françaises ont quitté le Burkina Faso, le Mali et le Niger, les ambassadeurs de France ont été expulsés du Mali, du Burkina Faso et du Niger.⁶ Au Burkina Faso, au Niger, au Tchad ou encore au Sénégal, des manifestants ont pris pour cibles des bâtiments français.⁷ De l'autre côté du continent, le rôle de la France dans le génocide au Rwanda (1994) obère les relations entre la France et le Rwanda avec des répercussions sur les relations avec la République Démocratique du Congo.⁸ Les relations avec le Burundi ont repris après des années de suspension.⁹ Du côté de l'Afrique du Nord, le Sahara occidental a provoqué une crise (nouvelle) diplomatique entre l'Algérie et la France en août 2024.¹⁰

Si la volonté de refonder les relations entre la France et l'Afrique a été maintes fois réaffirmée, il semble que sa mise en œuvre soit plus difficile. Cette note d'orientation vise à mettre en évidence (i) la nécessaire transformation des pratiques en prenant pour exemples la diplomatie et l'approche sécuritaire avant de discuter de (ii) la nécessaire déconstruction des relations en insistant sur le besoin d'assumer les changements vers une approche équilibrée et décolonialisée des relations entre l'Afrique et la France. Cette note s'appuie sur les événements les plus récents, en particulier la crise avec les États de la nouvelle « Alliance des États du Sahel » et se concentre sur les États de l'Afrique francophone.

1 - LES RELATIONS FRANCE-AFRIQUE : POUR UNE (REELLE) TRANSFORMATION DES PRATIQUES

Les relations de la France avec le continent africain sont différentes selon que l'on considère l'Afrique du nord ou l'Afrique sub-saharienne mais aussi l'Afrique de l'ouest ou de l'est ou encore les pays francophones ou anglophones. Il y a surtout des relations qui sont de nature différente lorsque l'on évoque les anciennes colonies françaises, où les relations sont dites « privilégiées ». Les expressions de « Françafrique » ou de « pré-carré » sont révélatrices d'une relation particulière comme cela est le cas entre la France et l'Algérie ou la France et le Sénégal par exemple. Ces relations ont toutefois beaucoup évolué ces dernières années avec une diversification des influences et des partenaires, que ce soit dans le domaine économique, culturel ou militaire. Si la « Françafrique » a longtemps été symbolisée par le « clan Bongo » au Gabon et encore aujourd'hui par la longévité de Paul Biya au pouvoir au Cameroun (1982-), l'élection de Diomaye Faye au Sénégal (2024), qui se présentait comme le « candidat de la rupture », est un symbole important, d'espoir, pour un continent jeune. La volonté de rupture avec la politique française est ici en cause, où l'on situe l'un des paradoxes – et non des moindres – des relations entre la France et l'Afrique : la diplomatie à géométrie variable nuit aux intérêts et à l'influence de la France. La reconfiguration de la présence militaire française est comme nous le verrons une conséquence de la dégradation des relations et donc de la politique menée sur le continent.

⁶ C'est au Niger que la rupture est la plus profonde avec la fermeture de l'école française, du centre culturel franco-nigérien et de l'Ambassade de France.

⁷ France Inter, Au Burkina Faso, des institutions françaises prises pour cible sur fond de coup d'État, 2 oct. 2022 ; France Info, Coup d'Etat au Niger : pourquoi la France a été prise pour cible par des manifestants, 31 juil. 2023 ; VOA Afrique, Manifestation contre la France au Tchad: cinq cadres de l'opposition incarcérés, 16 mai 2022.

⁸ Philippe Bolopion, «La normalisation des relations entre la France et le Rwanda ne devrait pas se faire sur le dos des victimes du M23», Tribune parue dans Le Monde, 29 juin 2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/06/29/la-normalisation-des-relations-entre-la-france-et-le-rwanda-ne-devrait-pas-se-faire-sur-le-dos-des-victimes-du-m23_6179770_3212.html.

⁹ Le Monde, France-Burundi : une reprise de coopération qui fâche, 30 juillet 2019.

¹⁰ Jeune Afrique, Entre Alger et Paris, la crise diplomatique s'accroît, 8 août 2024.

1.1 - Rompre avec une diplomatie à géométrie variable

En 2017 à Ouagadougou, quelques mois après son élection, E. Macron annonçait la fin de la politique africaine de la France. Beaucoup d'attentes sont nées en 2017, de rupture avec les anciennes pratiques affirmée par un président – jeune - pour qui « *les crimes de la colonisation européenne sont incontestables et font partie de notre histoire* ». ¹¹ Pourtant, l'attitude du président Macron annonçant (encore) en mars 2023 la fin de la Françafrique lors d'un déplacement au Gabon- symbole le plus explicite de la Françafrique - ou sa présence aux obsèques d'Idriss Déby (avril 2021) – seul chef d'État européen - au lendemain de la prise de pouvoir par un de ses fils, la non-condamnation du régime militaire tchadien contrairement à la position – dure – adoptée au Niger en juillet 2023, sont révélateurs de la position à géométrie variable de la France à la fois dans la volonté de rupture et dans la condamnation des régimes militaires.

Après les indépendances, la « politique africaine de la France » consistait à soutenir – surtout militairement - des « régimes amis » en échange de leur « loyauté » sur la scène internationale. Cette politique a évolué en 1990, évolution symbolisée par le discours de la Baule prononcé par le Président F. Mitterrand lors de la XVI^{ème} conférence africaine-française (19 au 21 juin 1990) réunissant les Chefs d'États et de gouvernements africains et le Président de la République française. À cette occasion, François Mitterrand a placé au centre de son discours la nécessaire démocratisation, exigence conditionnant l'octroi de l'aide française concluant ainsi : la liberté « *sera votre meilleure amie* »¹². La France est rapidement suivie par d'autres pays européens¹³ et l'Union Européenne¹⁴. Quelques mois plus tard, l'attitude française était plus nuancée dans la mesure où chaque pays était encouragé à aller à son rythme¹⁵.

En 2024, le respect des principes démocratiques est aussi à géométrie variable, contribuant à l'affaiblissement du message sur le respect des droits de l'homme et des « valeurs universelles ». Tout récemment, les réactions françaises face aux coups d'état militaires ont renforcé cette image. Le retour du prétorianisme en Afrique a en particulier touché des pays dans lesquels la France est particulièrement investie (Mali, Niger, Gabon), coups d'état qui n'ont pas été anticipés surprenant à la fois l'Élysée, le ministère des Armées et le Quai d'Orsay".¹⁶

Les différences de réactions aux coups d'Etat laissent à penser que la France a des relations avec certains régimes militaires et pas avec d'autres. Ainsi, la France a timidement condamné le coup d'état contre Ibrahim Boubacar Keïta (17-18 août 2020), avec lequel les relations étaient devenues très difficiles.¹⁷ Il faut attendre la mise à l'écart du président et du premier

¹¹ <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/11/28/discours-demmanuel-macron-a-luniversite-de-ouagadougou>

¹² « La France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté », Le Monde, 22 juin 1990 ; « Il est évident que l'aide normale de la France sera plus tiède en face des régimes qui se comporteraient de façon autoritaire sans accepter l'évolution vers la démocratie et enthousiaste vers ceux qui franchiront ce pas avec courage », Le Monde, 23 juin 1990. Voir également Bayart (J-F), « France-Afrique : la fin du pacte colonial », Politique Africaine, n° 39, 1990, pp. 49-53.

¹³ Du 2 au 4 juillet 1990 se tient à Maastricht une conférence réunissant 46 pays africains.

¹⁴ Dans la III^{ème} convention de Lomé, une clause relative aux droits de l'homme est introduite.

¹⁵ Le discours de Chaillot prononcé par le Président français au sommet de la Francophonie à Paris en novembre 1991 dans lequel le Chef de l'État recommande aux Présidents africains de s'engager dans la voie de la démocratisation « à leur rythme », ce qui a été interprété comme un encouragement aux plus réticents. En 1995, le Premier ministre A. Juppé tente une réforme de la coopération qui s'est « en définitive enlisée ». Aussi, « la conduite de la politique africaine de la France est largement revenue dans les mains des réseaux traditionnels », Bayart (J-F), Ellis (S), Hibou (B), La criminalisation de l'État en Afrique, Bruxelles, Complexe, 1997, p. 10 ; Young (C), « The Heritage of Colonialism », in Harbeson (J. W), Rothchild (D), Eds., Africa in World Politics: Post Cold War Challenges, Boulder, Westview Press, 1995, pp. 23-42.

¹⁶ Vircoulon, T., Le recul de la France en Afrique : une perte de crédibilité mondiale, The conversation, 15 novembre 2023.

¹⁷ RFI, Mali : comment la France a tourné la page IBK, 28 août 2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200828-mali-comment-la-france-a-tourne-la-page-ibk>.

ministre civils en mai 2021 pour que la France condamne le coup avec plus de fermeté et suspende son assistance militaire.¹⁸ Ne pas vouloir travailler avec des régimes arrivés au pouvoir par la force est la réaction la plus immédiate. La France, comme l'Union européenne et d'autres partenaires européens, suspendent – plus ou moins immédiatement l'appui budgétaire aux États mais les modalités d'application varient selon les contextes. La France a suspendu sa coopération avec le Niger dès le 29 juillet 2023¹⁹ tandis que la coopération ne sera arrêtée ni avec le Tchad ni avec le Gabon, dont les deux militaires au pouvoir ont aussi été depuis reçus à l'Élysée.²⁰

Ces différences de réactions entre le coup d'état au Mali, au Tchad et ou encore celui au Niger brouillent les messages et démontrent que la Françafrique n'a pas été encore complètement abandonnée. Les réactions françaises ont été plus limitées dans le cas du renversement d'Ibrahim Boubacar Keïta que de celui du président Bazoum et inexistantes à l'égard du coup de force de M. Déby qui a pourtant, au lendemain du décès de son père, dissout le parlement, le gouvernement, suspendu la constitution, désigné les membres d'un parlement provisoire et s'est attribué les pouvoirs législatifs et exécutifs.²¹ Ces différences de réactions montrent aussi que la France ne prend pas en compte les causes profondes du désenchantement démocratique mais propose toujours un retour au statu quo ante comme la réinstallation du président renversé ou le retour à l'ordre constitutionnel.

Ces réactions à géométrie variable ont aussi été largement commentées dans la région sahélienne, contribuant à jeter le discrédit sur le rapport de la France à la démocratie. Au Mali, il est courant d'entendre les ministres ou le premier ministre rappeler les effets dévastateurs de l'intervention de l'OTAN en Libye en présence des représentants du corps diplomatique et de la communauté internationale pour critiquer l'impact des décisions françaises notamment sur la vie des populations sahéliennes.

Conformément au respect de l'État de droit, il est d'un côté, difficile de travailler avec des autorités arrivées au pouvoir par un coup de force mais de l'autre, leur multiplication montre à quel point, en dépit des investissements économiques, politiques et militaires, les moyens de pression de la France – et des pays occidentaux en général - sont limités. Le positionnement de la France affecte également ses partenaires. Au sein de l'Union européenne, la position française a souvent été désapprouvée, notamment son intransigeance envers certains États : « certains pays de l'Union européenne qui désapprouvaient silencieusement la politique africaine de la France, la critiquent maintenant à voix basse ou ouvertement ». ²² Le coup d'état au Niger a montré la désunion des États membres et autres partenaires, notamment la position intransigeante de la France d'un côté qui a soutenu la menace d'une intervention armée par la CEDEAO, de l'autre côté, les États-Unis et l'Allemagne qui ont essayé de rester engagés

¹⁸ En revanche, les États-Unis avaient suspendu leur assistance militaire après le coup d'état dès le 22 août 2020 : Washington suspend sa coopération militaire avec le Mali suite au coup d'Etat, <https://www.aa.com/fr/fr/afrique/washington-suspend-sa-coop%C3%A9ration-militaire-avec-le-mali-suite-au-coup-d-etat/1950314>.

¹⁹ France Info, Coup d'état au Niger: La France suspend toutes ses coopérations avec le pays, 30 juillet 2023, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/niger/coup-d-etat-au-niger-la-france-suspend-toutes-ses-cooperations-avec-le-pays_5980115.html.

²⁰ Le Monde, Gabon : à Paris, Emmanuel Macron et le général Oligui Nguema affichent leur bonne entente neuf mois après le putsch, 1^{er} juin 2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/06/01/au-gabon-emmanuel-macron-et-le-general-oligui-nguema-affichent-leur-bonne-entente-neuf-mois-apres-le-putsch_6236663_3212.html ; Entretien avec Mahamat Idriss Déby Itno, Président de la République du Tchad, Élysée, 3 octobre 2024, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2024/10/03/entretien-avec-mahamat-idriss-deby-itno-president-de-la-republique-du-tchad>.

²¹ Carayol, R., Backmann, R., *Tchad : comment la France a avalisé un coup d'Etat*, Médiapart, 29 avril 2021.

²² Vircoulon, T., *Le recul de la France en Afrique* : art. cit. (note 16).

avant d'être également éconduits en 2024, et l'Italie qui a maintenu sa coopération.²³ Enfin, l'élection présidentielle qui s'est tenue le 6 mai 2024 au Tchad n'avait d'autre but que de « civiliser » le régime militaire et légimer la prise de pouvoir de Mahamat Déby. Lorsque l'Union européenne adoptait une position de prudence à la suite de la publication des résultats provisoires d'un scrutin entâché de fraudes – les recours de l'opposition ont tous été rejetés – le président français félicitait le 17 mai M. Déby pour sa victoire.²⁴

La France – comme les autres pays européens – met en avant le respect des procédures démocratiques et des droits de l'homme. Cela n'est pas le cas d'autres partenaires. Ainsi, aux Sommets Afrique-France ou Europe-Afrique répondent les Forum sur la coopération Afrique-Chine et les Sommets organisés par la Russie où l'accent est mis sur des partenariats militaires et économiques. Le Burkina Faso a tenté un rapprochement avec les BRICs.²⁵ La compétition est importante, que ce soit dans le domaine militaire ou le domaine économique.

L'on retrouve ici les injonctions aux valeurs universelles portées par les pays occidentaux et les organisations internationales, sans attention à leur réception dans les sociétés concernées. Nombre d'entre elles suscitent des rejets comme ce fut le cas au Mali en 2018 au sujet de l'élaboration d'un manuel scolaire d'éducation sexuelle auquel s'est opposé l'imam Mahmoud Dicko, alors président du Haut conseil islamique appelant à de vastes manifestations contre le projet.²⁶ Les crispations sont nombreuses autour des questions de genre, du contrôle des naissances, de l'homosexualité ou de la transition démographique. Les propos d'Emmanuel Macron sur le « problème démographique de l'Afrique » en marge du sommet du G20 à Hambourg (2017), avait suscité des réactions.²⁷ Ces injonctions morales imposées notamment à travers les projets de développement (quotas ou thématiques par exemple) ne peuvent décider des changements sociétaux. Les écarts entre les cibles et les résultats naissent bien souvent d'une méconnaissance des sociétés auxquelles ces injonctions ont été imposées. Comme souligné par Gilles Yabi, « toutes les politiques qui peuvent permettre de mettre fin aux mariages précoces suivis de grossesses précoces, qui changent définitivement et tristement les trajectoires de vie de nombreuses filles, sont à encourager vivement. (...) Alors non aux injonctions extérieures empreintes d'indélicatesse et d'une culture historique limitée. Mais oui à des politiques publiques issues de débats dépassionnés et informés dans les pays africains sur les implications des données démographiques".²⁸ Les attentes des partenaires sont souvent déconnectées des réalités et peuvent susciter des effets contraires. Amnesty International a d'ailleurs rappelé que l'année 2023 a été marquée « par une flambée de lois discriminatoires » contre les personnes LGBTI.²⁹

1.2 - Rompre avec l'approche sécuritaire

La propriété et l'exercice du pouvoir sont les attributs inaliénables du peuple, et un gouvernement qui se réclame de la volonté populaire ne saurait se flatter d'avoir à recourir à

²³ Baldaro, E., D'Amato, S., Un an après le coup d'État au Niger : la leçon que l'Europe n'a pas retenue, The conversation, 29 juin 2024.

²⁴ Africa Intelligence, Tchad. L'Union européenne en ordre dispersé après l'élection de Mahamat Idriss Déby, 10 octobre 2024. Elysée, Entretien téléphonique avec Mahamat Idriss Déby, Président de la République du Tchad, 17 mai 2024.

²⁵ APA News, Burkina : le Premier ministre plaide pour l'entrée dans les BRICS, 23 septembre 2024.

²⁶ VOA, Polémique autour d'un projet de manuel d'éducation sexuelle, 24 décembre 2018.

²⁷ Le Monde, Après les déclarations de Macron sur la natalité en Afrique, que disent les chiffres ?, 12 juillet 2017.

²⁸ RFI, Démographie africaine : non aux indélicates injonctions extérieures, oui aux politiques publiques réfléchies, 22 juillet 2023.

²⁹ Amnesty International, Afrique. Un barrage de lois discriminatoires attise la haine à l'égard des personnes LGBTI, 9 janvier 2024.

des appuis extérieurs pour assurer la sécurité des populations. Ceci équivaldrait à une démission de sa part, et laisserait alors ouverte la possibilité d'ingérences sans oublier les risques d'incidents occasionnés par la présence des deux forces.

Cet extrait³⁰ d'une note diplomatique nigérienne (16 mai 1974) réclamant le départ des troupes françaises un mois après le coup d'état mené par Seyni Kountché (14 avril 1974) résonne avec l'actualité. La présence de troupes étrangères est souvent vécue comme une humiliation ou une domination. Or cette perception et la volonté des populations de compter sur leurs propres forces armées est peu prise en compte. La perception de la sécurité apportée par la présence de troupes étrangères n'est évidemment pas perçue de la même façon selon que l'on se place du côté des populations ou des acteurs internationaux.³¹

Depuis les indépendances (1958-1960), la politique de la France en Afrique a essentiellement été une politique sécuritaire. Cet outil a servi à la fois sa diplomatie politique (soutenir les régimes « amis » qui n'avaient alors plus de limites de mandats) et sa diplomatie économique. Comme rappelé par J-P. Bat, la sécurité des États africains a été un enjeu majeur de la décolonisation.³² Pourtant, si la France s'est longtemps présentée comme "le gendarme de l'Afrique", ce rôle ne peut plus lui être dévolu. L'échec de l'approche « Barkhane » doit encourager une profonde remise en cause de la doctrine militaire française en Afrique.³³

En 2013, le Président Hollande était acclamé dans les rues de Bamako et de Tombouctou après l'intervention Serval ; le Président français annonçait vouloir retirer les troupes françaises et affirmait que "le soutien de la population locale" semblait être la meilleure garantie contre une expansion des groupes djihadistes.³⁴ En 2022, les soldats français quittaient le Mali et le Burkina Faso. En 2023, les militaires français étaient chassés du Niger sur fond de coup d'état et de déploiement de drapeaux russes. Les troupes françaises sont restées 10 ans au Mali où l'échec de la France - mais aussi celui de la communauté internationale - à stabiliser le pays est patent et cela laisse des traces durables. Les réponses militaires apportées n'ont pas permis d'arrêter les groupes armés djihadistes et « pour le Mali, en raison de l'importance qu'avait prise la force Barkhane, c'est à cette dernière que l'échec est naturellement imputé ». ³⁵ D'autres événements ont aggravé les tensions comme les événements de Bounti où l'armée française a tué 19 civils lors d'un mariage.³⁶ Son refus de reconnaître les faits a crispé les relations avec le Mali. La propagande russe a utilisé ensuite ses réseaux pour accuser l'armée française d'exactions suite à la découverte d'un charnier à Gossi (région de Tombouctou).³⁷

Selon des membres des corps armés, "l'inconséquence stratégique" et la réduction constante des moyens sont en partie responsables de la perte d'influence de la France en Afrique.³⁸ Si

³⁰ Van Walraven K., Traduction JUDELL Alice. « Opération Somme » : La French Connection et le coup d'État de Seyni Kountché au Niger en avril 1974. *Politique africaine*, 2014/2 N° 134, p.133-154.

³¹ Baudais, V., *Military Entrenchment in Mali and Niger: Praetorianism in Retrospect*, Stockholm, SIPRI Report, Octobre 2024.

³² Bat J-P., *Le rôle de la France après les indépendances Jacques Foccart et la pax gallica*. *Afrique contemporaine*, 2010/3 n°235, p.43-52.

³³ Bansept L., Tenenbaum É., « Après Barkhane : repenser la posture stratégique française en Afrique de l'Ouest », *Focus stratégique*, n° 109, Ifri, mai 2022.

³⁴ ITélé, Francois Hollande au Mali, les points forts, <https://www.dailymotion.com/video/xx8f61>, consulté le 2 octobre 2024.

³⁵ Olivier de sardan, J-P., *L'enchevêtrement des crises au Sahel*, Paris, Karthala, 2023, p. 162.

³⁶ *Le Monde*, L'armée française aurait bien commis une bavure au Mali, selon un rapport de la Minusma, 31 mars 2021.

³⁷ France Info, Mali : l'armée annonce la découverte d'un charnier que la France attribue à des mercenaires russes, 23 avril 2022.

³⁸ Prod'Homme, P., *Quelle stratégie pour la France en Afrique ?* *Revue Défense Nationale*, 2023/HS13 N° Hors-série, p.377.

l'intervention Serval a été un succès au regard de ses objectifs, Barkhane a fait montre d'une autre réalité "alors que les conditions de succès étaient hors d'atteinte : objectifs trop ambitieux de stabilisation régionale".³⁹ Mais la méconnaissance du contexte sahélien et l'attitude des militaires français vis-à-vis de leurs homologues nationaux doivent aussi compter comme des facteurs ayant contribué à la rupture. La présence des forces internationales dans leurs quartiers généraux sécurisés crée une distance physique et symbolique entre les forces internationales et nationales. Comme dans d'autres contextes, « le passage entre les espaces [QG des forces internationales versus QG des forces nationales] matérialise les relations de domination ». ⁴⁰ La demande de changement a souvent été mentionnée dans les études portant sur les missions européennes ou Barkhane mais le changement est venu trop tard, lorsque Barkhane a été redéployée au Niger. Au Mali, les relations entre les représentants de l'armée malienne et leurs partenaires internationaux ont souvent été marquées par des tensions où « les intervenants ont tendance à dépeindre leurs homologues maliens comme incompetents, corrompus, passifs et ayant besoin d'aide, tandis que les Maliens considèrent les aides étrangères comme autoritaires, paternalistes et intéressées ». ⁴¹ Si immédiatement après le coup d'état, les militaires français saluaient des « relations qui évoluaient pour le meilleur » arguant d'une capacité plus grande à discuter avec les militaires qui avaient pris le pouvoir qu'avec le président déchu⁴², cette capacité à travailler ensemble n'a cependant pas duré et les tensions politiques avec la junte, en particulier après l'éviction du président et du premier ministre civils, ont accru les tensions avec la France, jusqu'à la rupture. Malgré les plans visant à placer l'opération française Barkhane sous commandement nigérien, et pour une meilleure prise en compte des besoins et des priorités des partenaires⁴³, le développement de cette nouvelle approche est arrivé trop tard pour empêcher le retrait des troupes françaises du Niger. ⁴⁴

Le redéploiement de l'opération française Barkhane et de la Task force Takuba de l'Union européenne du Mali vers le Niger a engendré des tensions avec certaines populations et organisations de la société civile. Le président Bazoum avait obtenu l'approbation du Parlement pour le déploiement de forces étrangères au Niger en avril 2022.⁴⁵ Cependant, l'opposition et les organisations de la société civile ont dénoncé l'influence croissante des forces étrangères.⁴⁶ Cela n'a pas non plus été soutenu par la population. Lors du redéploiement en novembre 2021,

³⁹ Prod'Homme, P., Quelle stratégie pour la France en Afrique ? Revue Défense Nationale, 2023/HS13 N° Hors-série, p.378.

⁴⁰ Baczko, A. and Dorronsoro, G., 'La souveraineté fragmentée : Intervention internationale et guerre civile en Afghanistan après 2001', Sociétés Politiques Comparées, vol. 50 (Jan.-Avril. 2020), p. 4.

⁴¹ Tull, D. M., 'Rebuilding Mali's army: The dissonant relationship between Mali and its international partners', International Affairs, vol. 95, no. 2 (2019), p. 419.

⁴² Baudais, V. et Maïga S., The European Union Training Mission in Mali: An Assessment, SIPRI, Stockholm, April 2022.

⁴³ " Conformément aux échanges que j'ai eus ces dernières semaines avec mes homologues, cette transformation débutera dans les prochains mois sur le principe même de la co-construction, avec une diminution visible de nos effectifs et, de manière concomitante, une montée en puissance de la présence dans ces bases de nos partenaires africains. Elle suppose que nos partenaires africains formulent très clairement leur besoin militaire et sécuritaire, qu'ensuite nous accroissions notre offre de formation, d'accompagnement, d'équipement au meilleur niveau. Et ce partenariat nous permettra ainsi de bâtir de nouveau modèle d'intimité et d'imbrication entre nos armées qui se traduira par un effort accru de la France en matière, comme je le disais, de formation et d'équipement.", Macron Emmanuel, "Le partenariat Afrique-France: discours du Président à la veille de son déplacement en Afrique centrale", 27 février 2023, <https://www.vie-publique.fr/discours/288411-emmanuel-macron-27022023-france-afrique>.

⁴⁴ Bakayoko, N. 'What went wrong in Mali ? The future of France's presence in the Sahel', ISPI, 7 Apr. 2022. <https://www.ispionline.it/en/publication/what-went-wrong-mali-future-frances-presence-sahel-34515>.

⁴⁵ Studio Kalangou, 'Le parlement nigérien autorise le redéploiement de Barkhane et Takuba', 23 avril 2022. <https://www.studiokalangou.org/71024-parlement-nigerien-autorise-redeploiement-barkhane-takuba>.

⁴⁶ RFI, 'Le Niger autorise la présence de forces étrangères sur son territoire', 23 avril. 2022. <https://rb.gy/uu8ptn>

un convoi de l'armée française a été bloqué par des manifestants. Deux personnes ont été tuées et 12 blessées.⁴⁷ En juillet 2022, le Mouvement M62 - Union sacrée pour la sauvegarde de la souveraineté et de la dignité du peuple - est créé par une coalition d'organisations de la société civile en réaction à la présence de l'opération Barkhane. Ce mouvement politique est devenu la première opposition à la présidence du président Bazoum pour ensuite soutenir le coup d'État.⁴⁸

La Russie est le premier concurrent de la France au Sahel et les initiatives russes sont menées à la fois dans le domaine politique, économique et diplomatique. Si la désinformation a joué un rôle significatif dans la percée russe sur le continent africain,⁴⁹ le soutien de la Russie aux régimes africains s'appuie sur un narratif anti-occidental et anti-colonial. Lorsque la France annonçait le 10 juin 2021 la transformation de la présence militaire française au Sahel, cette décision était vécue comme un « abandon en plein vol » par le Premier ministre malien dénonçant un manque de concertation⁵⁰. Quelques mois plus tard, en décembre 2021, des instructeurs russes arrivaient au Mali. Ce soutien russe a apporté à l'armée malienne un engagement au sol – les soldats russes patrouillent avec les forces armées maliennes dans les mêmes véhicules – et un soutien aérien mais comme le souligne un analyste « les mercenaires russes n'ont eux-mêmes aucune expérience dans le domaine du contre-terrorisme et mettent en œuvre des modes opératoires brutaux et inadaptés (...) ».⁵¹ La brutalité des opérations menées conjointement par les forces armées maliennes et leurs « alliés » russes est de plus en plus dénoncée par les populations. Cependant, la présence russe a aussi pour vocation de maintenir les militaires au pouvoir et prévenir d'éventuels contre-coups.

La présence militaire française en Afrique est aujourd'hui limitée après le départ des troupes du Mali, Burkina Faso et Niger. La France garde une présence – qui sera réduite en nombre de soldats – au Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon et Tchad. La présence à Djibouti ne sera pas modifiée, îlot stratégique sur la mer Rouge. La France reste néanmoins l'un des principaux fournisseurs d'armes : « les importations d'armes en provenance de la Chine (-23 %) et de la Russie (-44 %) ont connu des baisses notables entre 2014-18 et 2019-23. Parmi les cinq autres principaux fournisseurs mondiaux d'armes, la France représentait 11 %, les États-Unis 4,6 % et l'Allemagne seulement 0,4 % des exportations d'armes vers l'Afrique subsaharienne en 2019-23 ».⁵²

Les défis rencontrés au Sahel et la compétition avec la Russie en termes de soutien militaire ont montré les limites d'une approche sécuritaire qui n'est plus adaptée aux réalités. La stratégie française, adoptée trop tard au Niger, doit se fonder sur une véritable coopération avec les armées nationales, en tenant compte de leurs priorités et besoins. La connaissance du terrain et des contextes locaux est essentielle dans la lutte contre les groupes armés djihadistes qui sont implantés dans la région du Sahel. Il importe alors de consacrer les efforts à soutenir les armées nationales, leur donner les moyens de lutter mais aussi de continuer à les former au

⁴⁷ France 24, 'Un convoi militaire français bloqué par des manifestants au Niger', 27 novembre 2021. <https://www.france24.com/fr/afrique/20211127-un-convoi-militaire-français-bloqué-par-des-manifestants-au-niger>

⁴⁸ BBC News Afrique, 'Coup d'Etat au Niger : M62, le Mouvement nigérien appelant à l'expulsion des forces françaises', 16 Août 2023. <https://www.bbc.com/afrique/region-66510969>

⁴⁹ Africa Center for Strategic Studies, Mapping a Surge of Disinformation in Africa, 13 mars 2024, <https://africacenter.org/spotlight/mapping-a-surge-of-disinformation-in-africa/>

⁵⁰ Le Monde, Le Mali reproche à la France un « abandon en plein vol » dans la lutte contre les djihadistes au Sahel, 26 septembre 2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/09/26/le-mali-reproche-a-la-france-un-abandon-en-plein-vol-dans-la-lutte-antidjihadiste-au-sahel_6096029_3212.html.

⁵¹ Guiffard, J., Une solution providentielle surestimée : dissiper le mirage de l'offre sécuritaire russe en Afrique et ailleurs, Institut Montaigne, 15 septembre 2022, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/09/26/le-mali-reproche-a-la-france-un-abandon-en-plein-vol-dans-la-lutte-antidjihadiste-au-sahel_6096029_3212.html.

⁵² Wezeman, P., The Complex Trends and Patterns in Arms Transfers to Sub-Saharan Africa, ISPI 90, 30 Sept. 2024.

respect des droits humains. La brutalité des forces russes (et biélorusses) au Mali terrorise les populations rurales. Il est essentiel de collaborer avec les forces armées et les populations locales en évitant les approches paternalistes qui suscitent colère et indignation et qui ont provoqué des ruptures avec les populations sahéniennes.

2 - POUR UNE APPROCHE DECOLONIALE DES RELATIONS FRANCE-AFRIQUE : UNE RUPTURE NECESSAIRE

Nous sommes sans aucun doute dans un moment de bascule, le *kairos* des Grecs, où il est indispensable pour la France de reconsidérer ses relations avec l'Afrique. La déconstruction de l'héritage colonial – la décolonialité – qui continue de peser sur les relations entre la France et l'Afrique est un travail indispensable. Les conséquences sont durables et imprègnent profondément les structures de pouvoir et les rapports de domination. La rupture avec la vision occidentalocentrée des relations entre la France, l'Europe et l'Afrique est la condition d'une coopération fondée sur un partenariat égalitaire où l'attention doit être portée à la pluralité des contextes et des savoirs locaux, basé sur un respect mutuel. Les changements de stratégies et les réformes annoncées doivent être concrètement mises en œuvre, matérialisant la volonté de changement.

2.1 - Assumer les changements de stratégies et les réformes

« Regardez-nous autrement, en nous considérant comme des partenaires et non avec un regard paternaliste ».

Cette remarque du président Tshisekedi au président Macron lors de la tournée « africaine » de ce dernier en mars 2023 résume bien à elle seule le sentiment partagé sur le continent à propos de l'attitude de la France.⁵³

L'aide internationale a été identifiée comme ayant des « effets contrastés ».⁵⁴ La dépendance économique et financière, l'implication de forces internationales dans le domaine de la sécurité nationale et l'exploitation des ressources naturelles par des sociétés transnationales sont de plus en plus perçues comme des violations de la souveraineté nationale et des symboles de la domination française.⁵⁵ La dépendance économique et sécuritaire de longue date à l'égard des partenaires internationaux et de l'ancienne puissance coloniale a affaibli la légitimité des gouvernements successifs tout en alimentant une méfiance généralisée à l'égard des classes dirigeantes et de la communauté internationale. Les partenaires internationaux ont longtemps dirigé les arènes politiques, mais la façon dont la coopération au développement est perçue a changé. Les discours souverainistes affectent non seulement les élites, mais aussi les organisations de la société civile, qui critiquent la manière dont l'aide est fournie et affirment qu'elle

⁵³ <https://www.radiookapi.net/2023/03/04/actualite/politique/felix-tshisekedi-macron-regardez-nous-autrement-en-nous-considerant>

⁵⁴ Moss, T., Pettersson, G. and van de Walle, N., 'An aid-institutions paradox? A review essay on aid dependency and state building in sub-Saharan Africa', Working Paper no. 74 (Jan. 2006); Lavigne, D. P. and Tidjani, A. M., 'Niger: l'aide internationale a des effets contrastés', GRET, Collection Débats et controverses, no. 5 (Nov. 2011); Bergamaschi, I., 'The fall of a donor darling: The role of aid in Mali's crisis', Journal of Modern African Studies, vol. 52, no 3 (Sep. 2014), pp. 347–78; Dorronsoro, G., Baczkowski, A., 'Une révolution bureaucratique avortée: Les énarques et l'État au Mali' contrastés', Politique Africaine no. 167 (2022/3), pp. 75–96.

⁵⁵ Olivier Blamangin, Laurent Duarte, Calvin Minfegue Assouga, Dan Sanaren, Richard Banégas, "De quoi le rejet de la France en Afrique est-il le nom ? Une recherche-action dans six pays d'Afrique francophone", Tournons La Page, à paraître en octobre 2024.

ne répond souvent pas aux besoins locaux précisément en raison d'une compréhension insuffisante des contextes. Ce discours croissant a contribué à un rejet de l'Occident, principalement de la France au Sahel central, et des opérations militaires internationales, dont les échecs ne sont pas spécifiques à cette région du monde.⁵⁶

Au niveau culturel, l'annonce de la restitution des œuvres d'art dans le discours prononcé en 2017 à Ouagadougou reste limitée dans sa mise en œuvre. Fin 2020, une loi est votée par le Parlement français mettant fin au principe d'inaliénabilité des collections publiques. En novembre 2021, les présidents béninois, Patrice Talon, et français, Emmanuel Macron, signaient à Paris l'acte de transfert de propriété des œuvres à la République du Bénin pour le musée d'Abomey. Toutefois, le vote d'une loi cadre, conformément aux recommandations du rapport sur la restitution du patrimoine africain aux pays d'origine, est toujours en attente.⁵⁷ Très peu d'œuvres d'art ont été restituées et plus de 90% du patrimoine africain est toujours en dehors du continent. Ainsi,

« Cinq ans après la déclaration de Ouagadougou, le bilan de la restitution est mitigé. Sur sept demandes présentées officiellement par le Bénin (en 2016), la Côte d'Ivoire (2018), l'Éthiopie (2019), le Tchad (2019), le Sénégal (2019), le Mali (2020) et Madagascar (2020), seules deux ont obtenu gain de cause grâce à l'adoption d'une loi, le 24 décembre 2020 : le Bénin et le Sénégal. Les requêtes d'Antananarivo et d'Abidjan ont reçu une réponse favorable, mais sont toujours en attente d'une loi qui permette sa concrétisation. Les trois autres demeurent en suspens. Tous plaident pour l'adoption d'une loi-cadre qui permettrait d'accélérer ce processus et de le généraliser à l'échelle du continent ».⁵⁸

Le rapport de l'assemblée nationale sur les relations entre la France et l'Afrique a mis en évidence les occasions manquées de la réforme de la politique africaine de la France en dépit du remplacement du « monsieur Afrique » puis de la cellule africaine par un conseiller Afrique et un conseil présidentiel pour l'Afrique.⁵⁹ Détaillant les acteurs impliqués dans la définition et la mise en œuvre de cette politique – l'Élysée, le ministère des Armées, le Quai d'Orsay, le secrétariat à la coopération – le rapport mentionne « un manque d'équilibre et de cohérence entre des acteurs très divers ». Mais surtout, le rapport met en évidence le « déséquilibre » quant à l'influence des différents acteurs et « l'effacement relatif des diplomates au profit des militaires dans la crise sahélienne ». La stratégie africaine de la France était de fait d'abord définie par le ministère en charge des armées marquant l'effacement du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.⁶⁰

D'une manière générale, les acteurs internationaux se soucient peu de ce que pensent les populations, de comment elles appréhendent leur environnement, et les effets des actions sont rarement évalués directement auprès des bénéficiaires. La présence d'opérations militaires contre-terroristes aux moyens immenses comparés à ceux des armées nationales n'a jamais obtenu l'approbation des populations. En dépit des moyens déployés, ces opérations

⁵⁶ Dorronsoro, G., 'Afghanistan: Such a predictable defeat', Défis Humanitaires, 2 Aug. 2021. <https://defishumanitaires.com/en/2021/08/02/afghanistan-such-a-predictable-defeat-2/>

⁵⁷ Sarr, F., Savoy, B., Rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain. Vers une nouvelle éthique relationnelle, novembre 2018 ; Les controverses de Mines Paris, La restitution des biens culturels africains par la France Vers un bouleversement des politiques de restitution ?, 2024.

⁵⁸ Le Monde, Les défis posés par la restitution à l'Afrique des biens culturels pillés durant la colonisation, 27 novembre 2022.

⁵⁹ Créé en 2017, ce conseil a été supprimé en 2022.

⁶⁰ Assemblée nationale, Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires étrangères, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur les relations entre la France et l'Afrique, n° 1841 (PDF), déposé(e) le 8 novembre 2023, mis(e) en ligne le 14 novembre 2023, p. 56-58.

étaient accusées de ne pas intervenir en cas d'attaques, de ne pas protéger les populations et la détérioration de la situation sécuritaire a contredit leur légitimité au regard de l'importance des moyens mis en œuvre. Comme le soulignait J-P Olivier de Sardan, si Barkhane était une opération militaire « très professionnelle qui figure parmi ce qui se fait de mieux techniquement », la méconnaissance du terrain est l'une des causes de son échec.⁶¹ Les routines institutionnelles organisationnelles sont des freins aux changements de politique.

La rupture en cours entre le Sahel et les pays européens, dont la France en particulier, met en évidence l'importance de la connaissance des contextes. Nous sommes passés de stratégies qui privilégiaient l'État à des stratégies qui privilégient aujourd'hui le local. Le contournement de l'État était souvent fondé sur de bonnes raisons en raison de la corruption des élites, des détournements de l'aide mais, comme nous l'avons vu dans le cadre de la décentralisation, la corruption des élites locales a aussi provoqué la désaffection envers le personnel politique local.⁶² La prétention à l'universalité de nos valeurs prend trop faiblement en compte l'historicité des États dans lesquels les programmes sont mis en œuvre.⁶³

La création de l'Alliance Sahel en 2017 prouve que la France et ses partenaires européens ont pris conscience de la nécessité de changer les approches, de réformer, d'adopter des approches basées sur les réalités locales pour que les stratégies de coopération répondent aux besoins des communautés locales. Les changements politiques survenus ont affecté de manière significative les coopérations bilatérales et multilatérales, mais un cadre de dialogue reste indispensable pour mutualiser les approches et les initiatives et « européaniser » la coopération au développement. La légitimité même de l'aide est en jeu.⁶⁴

2.2 - Pour une approche décoloniale et la fin d'une vision eurocentrée des relations avec l'Afrique

La nécessaire décolonisation des relations avec l'Afrique a été largement commentée, partant du principe que le système mondial portait encore la marque de la colonisation dans ses structures mêmes. La décolonialité⁶⁵ renvoie, elle, aux conditions historiques et géographiques de la production des savoirs et des pratiques. Cela implique la fin de l'universel dans sa version occidentalocentrée et l'attention portée à une production locale des savoirs et des connaissances.

Les inégalités et les rapports de domination sont profondément ancrés dans les relations entre l'Europe et l'Afrique. Le passé colonial de la France dans certaines parties du continent représente une pression supplémentaire que d'autres pays n'ont pas (même si d'autres pays européens l'ont en d'autres parties du monde). Cela pèse dans les relations, y compris parmi les jeunes générations qui n'ont pas vécu cette période. Le soutien aux organisations de la société civile sur le continent africain est un « classique » de la coopération : les organisations de la société civile travaillant sur les questions de genre, sur l'accès à la justice, les élections, etc. sont très nombreuses. « Les « partenaires techniques et financiers » (PTF) ont tous une dimension « société civile » dans leurs discours et pratiques ».⁶⁶

⁶¹ Olivier de Sardan J-P., *L'enchevêtrement des crises au Sahel*, Paris, Khartala, 2023, p. 124.

⁶² ⁶² Blundo, G., Olivier de Sardan, J.P, *La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest*. Politique africaine, N° 83(3), 2001, pp. 8-37. <https://doi.org/10.3917/polaf.083.0008>.

⁶³ Olivier de Sardan J-P., *La revanche des contextes*, Paris, Karthala, 2023.

⁶⁴ <https://www.alliance-sahel.org/lalliance-sahel/>

⁶⁵ Mignolo, W.A. 2021. Parce que la colonialité est partout, la décolonialité est inévitable. *Multitudes* 2021(3), 84, 57-67.

⁶⁶ Courtin C. (coord.), Lavigne Delville Philippe (contrib.), Poupenev V. (contrib.), Sogodogo A. (contrib.), Keita M. (contrib.), Cabre M.A. (contrib.), Saw R. (contrib.), Oumarou H. (contrib.), Sarinou B. (contrib.),

Pourtant, à côté de ces acteurs régulièrement sollicités par les agences de coopération, sont nés des mouvements citoyens, mobilisant surtout une jeunesse urbaine, sur un registre critique de dénonciation de la domination des États à cause des élites corrompues. Si leur parole est politique, ces mouvements se placent en dehors de la scène politique et des classes politiques discréditées. Les mouvements Y'en a marre (Sénégal), Balai citoyen (Burkina Faso), Yerewolo-Debout sur les remparts (Mali), Filimbi ou la Lucha (Congo-Kinshasa) ou Tournons la Page (plusieurs pays) appellent à des changements profonds. Ce sont les jeunes dont les espoirs sont minces – gérontocratie, peu d'opportunités économiques, chômage et précarité – qui mobilisent sur un registre politique – souverainisme et indépendance – qui dénoncent les problèmes actuels mais qui s'inscrivent aussi dans le souverainisme et panafricanisme des années post-indépendance et rassemblent autour de figures historiques comme Kwame N'Krumah (Président du Ghana, 1960-1966) Thomas Sankara (Président du Burkina Faso 1983-1987).⁶⁷

Ces mouvements sont souvent attachés aux principes et à la gouvernance démocratiques, luttant pour la démocratisation de leurs institutions étatiques. Dans un autre registre, certaines figures du panafricanisme sur les réseaux sociaux autour de Kemi Seba et de Nathalie Yamb alimentent le sentiment anti-français dénonçant la domination ou l'exploitation des ressources naturelles. La France, par sa présence plus marquée aux niveaux militaire, économique et politique, catalyse les critiques. Ces discours, diffusés de manière massive via les réseaux sociaux, ont représenté un ferment mobilisateur largement utilisé par les auteurs des coups d'états militaires. Si l'attitude paternaliste et le passé colonial de la France ont joué un rôle dans son rejet, cela a été accentué ces dernières années par les réseaux sociaux et les campagnes de désinformation pilotées par la Russie. Il y a aujourd'hui des discours et dénonciations communes entre les mouvements citoyens et panafricains dont les membres sont souvent en danger, arrêtés et menacés. En ce sens, la propagande russe autour du narratif anti-colonial, anti-France et anti-Nations Unie rencontre les aspirations des juntes militaires ouest-africaines et d'une partie de la jeunesse. En l'absence de légitimité démocratique, les autorités veulent susciter une adhésion populaire et fondent leur discours sur la souveraineté retrouvée et l'indépendance des pays ou encore le respect de leurs choix. Le 14 janvier est devenu au Mali la « Journée nationale de la souveraineté retrouvée ».⁶⁸

En 2020, la Coalition citoyenne pour le Sahel, regroupant des organisations de la société civile, plaçait son action autour de quatre priorités : la protection des populations, les causes profondes des conflits et de l'insécurité, l'urgence humanitaire et la lutte contre l'impunité.⁶⁹ En avril 2021, l'Appel pour une refondation de la politique sahélienne de la France avait appelé à un nécessaire changement de paradigme sur la base du constat de l'échec de la politique de la France au Sahel.⁷⁰ En octobre 2021, le sommet Afrique-France qui s'est tenu à Montpellier voulait réinventer "ensemble" la relation entre la France et "l'Afrique". L'objectif était de "porter un regard neuf sur la relation entre l'Afrique et la France pour offrir un nouveau cadre de réflexion et d'action aux nouvelles générations". Les appels à des relations renouvelées ou la "fin de la Françafrique" ont régulièrement été annoncées par les Présidents français, souvent en début de mandat, mais rarement suivis de changements effectifs.

Bawa M.O. (contrib.), Semde A. (contrib.), Ba S. (contrib.). (2023). Les sociétés civiles au Sahel : cartographie raisonnée : de la connaissance des contextes à l'accompagnement du changement social, Plateforme d'Analyse du Suivi et d'Apprentissage au Sahel, production PASAS. Paris : AFD, 112 p. multigr., p. 72.
⁶⁷ Polet, F., Afrique : des mobilisations citoyennes aux mobilisations néopanafricaines ?, AOC, 10 janvier 2024.

⁶⁸ <https://sgg-mali.ml/fr/actualites/90/journee-nationale-de-la-souverainete-retrouvee.html>.

⁶⁹ <https://www.sahelpeoplescoalition.org/>

⁷⁰ France-Sahel, l'heure de rebattre les cartes, Manifeste pour la refondation de la politique de la France au Sahel, OXFAM, avril 2021, https://www.oxfamfrance.org/app/uploads/2022/04/Manifeste_PolitiqueSahelienne_v5.pdf.

Ce qu'il faut changer est connu, les acteurs prêts à soutenir ces changements sont également connus. Pourtant, les mesures discriminatoires en particulier à l'égard de la jeunesse ont et auront des effets néfastes sur l'avenir des relations entre la France et l'Afrique. Contrairement aux annonces faites dans le discours de 2017 sur la mobilité, le gouvernement français a imposé une augmentation des frais d'inscription en novembre 2018 pour les étudiants étrangers.⁷¹ Accentuant ces difficultés, la loi immigration (novembre 2023) entrave encore plus la mobilité des étudiants africains, durcissant les conditions de séjour et empêche l'exonération des frais d'inscription.⁷²

Ce sont les politiques migratoires mais aussi la façon dont la France traite les étudiants ou les anciens combattants qui abîment les relations.⁷³ Les visas refusés sont vécus comme des humiliations et détournent les étudiants mais aussi des chefs d'entreprises de France et de l'Europe quand la Chine, l'Inde et la Russie sont plus accueillants.⁷⁴ Pourtant, comme rappelé par N. Wilén, « l'essor démographique de l'Afrique fera du continent le plus grand marché du monde avec plus d'un quart de la population mondiale dans seulement 30 ans (...) Sur le plan diplomatique, la région (...) représente l'un des plus grands groupes de vote régionaux avec 28%. La compétition mondiale actuelle pour le pouvoir et l'importance stratégique croissante de l'Afrique propulsent le continent au centre de l'ordre mondial (...) ».⁷⁵

Le travail de mémoire est un autre aspect important de la diplomatie française. En 2019 et conformément aux engagements pris lors de la visite du Président Kagamé en 2018 à Paris, la commission Duclert - Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi (1990-1994) – est mise en place pour étudier les archives françaises et analyser le rôle de la France dans le génocide des Tutsis. Le rapport a conclu à un « ensemble de responsabilités lourdes et accablantes » de la France. En 2022, une commission d'historiens français et algériens, sous la responsabilité de B. Stora, était installée pour travailler sur la colonisation française et la guerre. Pourtant, ces deux commissions ont eu des résultats mitigés. Les efforts envers le Rwanda ont été réels mais les relations sont encore loin d'être apaisées, la situation dans l'est du Congo contraint la France à un équilibre diplomatique précaire. En mai 2024, l'Algérie a transmis une liste de biens que la France devrait restituer, en particulier des biens ayant appartenu à l'émir Abdlekader, résistant à la colonisation française.⁷⁶

La Chine, la Turquie, l'Inde, la Russie, l'Iran sont des partenaires économiques et militaires de premier plan. La vision de la coopération ne peut être occidental-centrée. Il est essentiel de prioriser les jeunes générations avec des politiques visant à réduire les obstacles à leurs mobilités (visas, frais d'inscription) et en favorisant des échanges plus inclusifs. L'Afrique est un continent jeune. La France doit gagner leur confiance en adoptant des politiques migratoires et d'éducation plus justes, évitant ainsi la marginalisation de cette jeunesse au profit d'autres partenaires et en reconnaissant le passé, aussi lourd soit-il.

⁷¹ Strasbourg : Les étudiants étrangers dénoncent la hausse des frais d'inscription. Les jeunes apprenants issus des pays qui ne font pas partie de l'UE devront déboursier 3 770 euros au lieu de 243 euros à partir de l'année 2024-2025. Une obligation légale d'après l'université, <https://cuej.info/web-en-continu/strasbourg-les-etudiants-etrangers-denoncent-la-hausse-des-frais-dinscription>.

⁷² Le Monde, Loi « immigration » : des étudiants africains toujours plus entravés dans leur mobilité, 23 décembre 2023.

⁷³ GISTI, Les anciens combattants étrangers demandent justice à l'État français, 10-11 novembre 1996 ; Le Figaro, Pensions militaires : Français et Africains enfin à égalité, 12 juillet 2010.

⁷⁴ « En 2021/2022, il y avait plus de 27 000 étudiants africains dans les universités russes. En 2022/2023, 34 000. », BBC Afrique, Que sont devenus les anciens étudiants africains diplômés en Russie ?, 12 juin 2024.

⁷⁵ Wilén, N., L'Afrique dans le grand jeu mondial, Le Rubicon, 11 janvier 2023.

⁷⁶ TV5 Monde, Quels sont les biens que l'Algérie réclame à la France ?, 2 juin 2024.

3 - RECOMMANDATIONS : CHANGER LES DISCOURS ET TRANSFORMER LES PRATIQUES

Les contradictions sont inhérentes à la politique et à la diplomatie de pays cherchant d'abord à protéger leurs intérêts. Il reste cependant que ces contradictions suscitent de l'incompréhension et brouillent les messages, notamment ceux encourageant au respect des principes démocratiques et aux droits de l'homme.

- La perte de légitimité de la France sur le continent africain est d'autant plus importante que la France est désormais le seul pays membre de l'Union européenne à siéger au Conseil de sécurité des Nations Unies depuis le Brexit. Les abstentions de 16 États africains au vote contre l'agression russe en Ukraine (mai 2022) révèlent la fragilité européenne avec des conséquences importantes en termes d'influence sur la scène internationale et de réponses aux attaques russes contre l'Europe et ses valeurs. Ce siège au Conseil de sécurité pourrait être l'occasion de consolider une position européenne à l'égard du continent.
- L'encouragement à la tenue d'élections ne peut avoir pour conséquence de légitimer une prise de pouvoir par les armes. Cela doit au contraire passer par un soutien aux organisations de la société civile, en particulier les mouvements citoyens, aux partis politiques qui travaillent à créer les conditions d'un nouveau politique et d'une alternance démocratique éloignés des errements de la Françafrique.
- L'approche sécuritaire a montré ses limites. La stratégie militaire française doit être repensée en tenant compte de trois éléments : fonder la coopération sur des partenariats égaux, renforcer la compréhension des contextes locaux et soutenir les initiatives régionales. La France pourrait ainsi limiter ses interventions directes pour se concentrer sur les projets de développement. Le manque d'opportunités économiques reste la raison principale des jeunes rejoignant les groupes armés.
- L'aide au développement a fait l'objet de réformes qui doivent se poursuivre. La France doit restaurer la confiance avec ses partenaires et prouver par des actes qu'elle met en œuvre les réformes annoncées, que ce soit dans le cadre de la restitution des œuvres culturelles, de la réforme du Franc CFA ou de la reconnaissance mémorielle.
- La dépendance économique et sécuritaire est critiquée, fragilise les institutions au lieu de les renforcer et nuit à la légitimité des États. L'aide doit servir à restaurer la confiance entre les États et leurs populations. Il est impératif de limiter les approches uniformes pour tenir compte des contextes locaux et travailler avec ce que J-P Olivier de Sardan appelle les « réformateurs de l'intérieur ». Les interventions doivent aussi être évaluées directement auprès des populations bénéficiaires.
- La revalorisation du rôle des diplomates est un autre aspect important d'une politique « africaine » française aujourd'hui essentiellement incarnée par le Président de la République, qui s'appuie sur un entourage restreint. Au contraire, la présence durable et une connaissance approfondie des contextes sont indispensables à la définition de cette politique. Il est notamment crucial de rééquilibrer l'influence entre les approches civiles et militaires, déséquilibre accru du fait de la crise sécuritaire au Sahel, mais qu'il est indispensable de corriger au regard des résultats limités sur le terrain. Le rejet de la politique africaine de la France ne doit pas être confondu avec le sentiment anti-français qui demeure peu fréquent.
- Les relations France-Afrique doivent être décolonialisées pour se fonder sur une relation de partenariat équilibré. La reconnaissance historique est un pas indispensable, apportant des gages de changements aux jeunes générations. La reconnaissance du passé

colonial doit déboucher sur une réconciliation des mémoires. La restitution des œuvres culturelles en serait un symbole important.

PASAS

PLATEFORME D'ANALYSE,
DE SUIVI ET D'APPRENTISSAGE
AU SAHEL



PORTÉ PAR



pasas-minka.fr

Ce rapport a été élaboré dans le cadre d'un financement du Fonds Paix et Résilience Minka.

Le Fonds Minka, mis en œuvre par le groupe AFD, est la réponse opérationnelle de la France à l'enjeu de lutte contre la fragilisation des États et des sociétés. Lancé en 2017, Minka finance des projets dans des zones affectées par un conflit violent, avec un objectif : la consolidation de la paix. Il appuie ainsi quatre bassins de crise via quatre initiatives : l'Initiative Minka Sahel, l'Initiative Minka Lac Tchad, l'Initiative Minka RCA et l'Initiative Minka Moyen-Orient.

La Plateforme d'Analyse, de Suivi et d'Apprentissage au Sahel (PASAS) est financée par le Fonds Paix et Résilience Minka. Elle vise à éclairer les choix stratégiques et opérationnels des acteurs de développement locaux et internationaux, en lien avec les situations de crises et de fragilités au Sahel et dans le bassin du Lac Tchad. La PASAS se met en œuvre à travers d'un accord-cadre avec le groupement IRD-ICE après appel d'offres international dont le rôle est double : (i) produire des connaissances en réponse à nos enjeux opérationnels de consolidation de la paix au Sahel et (ii) valoriser ces connaissances à travers deux outils principaux : une plateforme numérique, accessible à l'externe, qui accueillera toutes les productions et des

conférences d'échange autour des résultats des études. La plateforme soutient ainsi la production et le partage de connaissances, en rassemblant des analyses robustes sur les contextes sahéliens et du pourtour du Lac Tchad.

Nous encourageons les lecteurs à reproduire les informations contenues dans les rapports PASAS pour leurs propres publications, tant qu'elles ne sont pas vendues à des fins commerciales. En tant que titulaire des droits d'auteur, le projet PASAS et l'IRD demande à être explicitement mentionné et à recevoir une copie de la publication. Pour une utilisation en ligne, nous demandons aux lecteurs de créer un lien vers la ressource originale sur le site Web de PASAS, <https://pasas-minka.fr>.